PROCES-VERBAL DE LA REUNION DE CONSEIL DU 10 MAI 2023

Le 4 mai 2023, convocation du Conseil Municipal de Ligny en Cambrésis, pour le 10 mai 2023 et dont l'ordre du jour portait sur :

- Installation d'un nouveau conseiller municipal
- Présentation de la démarche de coopération avec le Centre Social d'Escale de Beauvois-en-Cambrésis
- Retrait de la délibération n°008/2023 concernant la rétrocession d'une bande de terrain de la voie publique dénommée rue Jacquart
- Rétrocession des parcelles cadastrées C1783 et C1784
- Déclassement du domaine public des parcelles cadastrées C1783 et C1784
- Renouvellement du bureau de l'Association Foncière de Remembrement (A.F.R)
- Questions et informations diverses

Membres présents (11) : Julien LÉONARD, Christelle MERIAUX OLIVIER, Aldo MURA, Peggy HEGO, Annie TAISNE BOURLET, Sébastien DESSOLLE, Sandrine HORNEZ DHERMIES, Alexandre MOULIN, Pascal FOULON, Véronique LAZON, Jean-Pierre LEFEBVRE

Membres représentés (4) : Virginie BOUDAILLER MARLIER qui a donné procuration à Peggy HEGO, Laurent GUILLAUME qui a donné procuration à Christelle MERIAUX, Perrine MARESSE qui a donné procuration à Sandrine HORNEZ, Jean-Michel VERIN qui a donné procuration à Julien LÉONARD,

Membres absents (4) : Anthony JAUMOTTE, Thomas LECOMTE, Cristina PEREIRA DE LIMA, Philippe WANTIEZ

Monsieur Pascal FOULON est élu secrétaire de séance

SECRETARE DE SEANCE

Le Conseil Municipal a choisi pour secrétaire de séance Monsieur Pascal FOULON

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION

Monsieur le Maire demande à l'assemblée de lui communiquer ses observations sur le procès-verbal de la réunion du 12 avril 2023. Monsieur Pascal FOULON souhaite préciser que dans l'énumération des équipements à vendre avec le tracteur, il n'a pas été indiqué la benne arrière 3 points. Aucune autre objection n'étant formulée, le compte-rendu est adopté à l'unanimité.

Avant de commencer l'ordre du jour, Monsieur le Maire, demande aux membres du Conseil Municipal, si une question complémentaire portant sur la fixation de nouvelles modalités d'inscription à l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement peut être ajoutée à l'ordre du jour. **Demande acceptée à l'unanimité**

1^{ère} QUESTION : INSTALLATION D'UN NOUVEAU CONSEILLER MUNICIPAL – Monsieur JEAN-PIERRE LEFEBVRE

Monsieur le Maire informe l'assemblée que Madame Céline RENARD, élue sur la liste « VISIONS POUR DEMAIN Construisons notre avenir » a présenté sa démission de son mandat de conseillère municipale, le 12 avril dernier.

Monsieur le Sous-Préfet a été informé de cette démission en application de l'article L.2121-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur le Maire rappelle que cette démission est définitive.

Conformément aux règles édictées à l'article L.270 du Code Electoral « le candidat venant sur une liste immédiatement après le dernier élu est appelé à remplacer le Conseiller Municipal élu sur cette même liste dont le siège devient vacant pour quelque cause que ce soit »

Monsieur Jean-Pierre LEFEBVRE est donc appelé à remplacer Madame Céline RENARD au sein du Conseil Municipal. Il est installé dans ses fonctions de Conseiller Municipal

Le tableau du Conseil Municipal est mis à jour en conséquence.

Le Conseil Municipal,

PREND ACTE de la démission de Madame Céline RENARD et de l'installation de Monsieur Jean-Pierre LEFEBVRE en qualité de Conseiller Municipal

2^{ème} QUESTION : PRESENTATION DE LA DEMARCHE DE COOPERATION AVEC LE CENTRE SOCIAL L'ESCALE DE BEAUVOIS-EN-CAMBRESIS

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'il a invité, Madame Sandrine MERCIER, Directrice du Centre Social l'Escale, à venir présenter le projet de coopération entre le Centre Social l'Escale et la commune de Ligny-en-Cambrésis.

Madame Mercier explique que le Centre Social a entrepris récemment une démarche d'évolution de son périmètre d'intervention aux communes limitrophes à Beauvois-en-Cambrésis. Cette démarche est accentuée par une demande de la CAF qui demande que le Centre Social l'Escale élargisse son champ de compétences à un bassin de vie plus grand.

L'objectif de cette démarche étant de mutualiser les moyens humains et matériels que chaque commune dispose pour que le Centre Social devienne un centre de ressources.

Différents dispositifs pouvant être mis en place sont alors évoqués :

- ✓ Mutualiser les équipements (matériel, locaux,..)
- ✓ Initier des projets qui répondent aux besoins des habitants,
- ✓ Accompagner les habitants dans les thématiques qu'ils souhaitent aborder,
- ✓ Mettre en place un temps de coopération entre le Centre Social et les maires en y associant les Directeurs des ALSH
- ✓ Réflexion sur la création d'un poste d'animateur « volant » qui interviendrait dans les différents Accueils de Loisirs

Une charte de coopération concernant ce projet est d'ailleurs en cours de signature et pourrait réunir une dizaine de communes.

3^{ème} QUESTION : RETRAIT DE LA DELIBERATION N°008/2023 CONCERNANT LA RETROCESSION D'UNE BANDE DE TERRAIN DE LA VOIE PUBLIQUE DENOMMEE RUE JACQUART

Monsieur le Maire rappelle la délibération acceptant la rétrocession à titre gracieux d'une bande de terrain de la voie publique dénommée rue Jacquart (parcelles cadastrées C1783 et C1784).

Une erreur est venue entacher cette délibération d'illégalité. Les services de Gestion comptable de Caudry ont noté une discordance entre la délibération du 1^{er} février 2023 qui prévoit la cession à titre gratuit et le projet d'acte de vente qui acte une cession à l'euro symbolique.

Les cessions à titre gratuit ou à un prix inférieur à la valeur du bien étant désormais illégal, il convient d'abroger la délibération n°008/2023 et de délibérer à nouveau sur cette cession.

Monsieur le Maire demande aux membres du Conseil Municipal de procéder au retrait de la délibération concernée.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Décide de retirer la délibération n° 008/2023 du 1^{er} février 2023 relative à la rétrocession, à titre gratuit, d'une bande de terrain de la voie publique dénommée rue Jacquart.

4^{ème} QUESTION : REGULARISATION D'UNE DISCORDANCE ENTRE LA LIMITE FONCIERE DE PROPRIETE ET LA LIMITE DE FAIT DE L'OUVRAGE ROUTIER RUE JACQUART

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que le cabinet de géomètres INGEO a été chargé, par Monsieur Sébastien LOUIS, de mettre en œuvre une procédure de délimitation entre la voie piétonne dénommée rue Jacquart et les parcelles cadastrées C1751 et C1752, propriétés respectives de Monsieur LOUIS et de Monsieur MASSON.

La présente délimitation avait permis de mettre en évidence la discordance entre la limite foncière de propriété et la limite de fait de l'ouvrage public routier.

Il convient donc de procéder aux rectifications de limites cadastrales nécessaires en approuvant le nouveau plan de bornage dressé par le cabinet de géomètres INGEO et en acceptant de rétrocéder, moyennant un montant de un Euro (1,00€), cette emprise d'une surface totale de 40m² à Monsieur LOUIS (parcelle cadastrée C 1784 de 23m²) et Monsieur MASSON (parcelle cadastrée C 1783 de 17m²). Monsieur le Maire précise que le muret délimitant ces deux parcelles devra désormais être entretenu par les deux propriétaires.

Les frais de géomètre et de notaire seront à la charge exclusive de Monsieur Sébastien LOUIS.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- Accepte la rétrocession moyennant un montant de un Euro
- Autorise Monsieur le Maire à signer tout document relatif à ce dossier.

5^{ème} QUESTION : DECLASSERMENT DES PARCELLES CADASTREES C1783 et C1784 DU DOMAINE PUBLIC ET INTEGRATION AU DOMAINE PRIVE COMMUNAL

Dans le cadre de la rétrocession des parcelles cadastrées C 1783 et C 1784, situées sur la voie piétonne dénommée rue Jacquart à Ligny-en-Cambrésis, à Monsieur LOUIS et à Monsieur MASSON, et faisant partie du domaine public, il convient de procéder à leur déclassement du domaine public et à leur intégration dans le domaine privé de la commune.

L'article L.141-3 du Code de la voirie routière, modifié par la loi du 9 décembre 2004, dispense d'enquête publique les procédures de classement et de déclassement des voies communales, dès lors qu'il n'y a pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par ces voies.

Les deux parcelles concernées étant depuis des années intégrées aux parcelles cadastrées C 1751 et C 1752, leur déclassement n'aura aucune incidence sur la desserte et la circulation assurée par la voie piétonne ; en conséquence, celui-ci peut être prononcé sans enquête publique.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- Accepte de prononcer le déclassement des parcelles cadastrées C 1783 et C 1784 du domaine public et leur intégration au domaine privé communale, en vue de leur rétrocession
- Autorise Monsieur le Maire à signer tout document relatif à ce dossier.

6^{ème} QUESTION : RENOUELEMENT DU BUREAU DE L'ASSOCIATION FONCIERE DE REMEMBREMENT (A.F.R.)

Monsieur le Maire informe les membres de l'Assemblée que Monsieur Jean-Marie LANGLET, Président de l'Association Foncière de Remembrement de Ligny-Haucourt souhaite quitter son poste de la présidence et qu'il convient de procéder au renouvellement du bureau.

A cet effet, le Conseil Municipal doit désigner des propriétaires, deux titulaires et un suppléant, devant remplir les conditions suivantes :

- être propriétaire de parcelles incluses dans le périmètre de remembrement ;
- Etre majeur.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, désigne pour siéger dans le bureau de l'association foncière de remembrement de Ligny-Haucourt

Membres titulaires :

- Patrick MERIAUX (rue de Selvigny)
- Jean-Louis LECOMTE

Membre suppléant :

- Eric LACOMBLEZ

QUESTION COMPLEMENTAIRE : NOUVELLES MODALITES D'INSCRIPTION A L'ACCUEIL DE LOISIRS

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée la reconduction du Centre de Loisirs du 10 juillet au vendredi 4 août 2023 pour les enfants âgés de 4 à 14 ans.

Monsieur le Maire informe les élus que la capacité d'accueil étant fixée à 149 enfants pour le centre des vacances estivales, il convient de fixer les modalités d'inscription selon les conditions suivantes :

- ✓ Les enfants habitant Ligny-en-Cambrésis scolarisés dans les écoles de la commune ou à l'extérieur,
- ✓ Les enfants hors commune qui fréquentent ou ont fréquenté les écoles de la commune,
- ✓ Les enfants dont les parents travaillent à Ligny-en-Cambrésis (sur présentation d'un justificatif de l'employeur)

Les enfants ne correspondant à aucun des critères ci-dessus pourront néanmoins être accueillis dans la limite des places disponibles mais seront inscrits sur liste d'attente, seront concernés :

- ✓ Les enfants dont les grands-parents habitent Ligny-en-Cambrésis mais qui ne sont pas scolarisés à Ligny-en-Cambrésis
- ✓ Les enfants habitants des communes extérieures (seront prioritaires les enfants habitués à venir au centre régulièrement).

Pour les enfants inscrits sur liste d'attente, la confirmation n'interviendra qu'après la clôture des inscriptions.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **Approuve** les nouvelles modalités d'inscription à l'Accueil de Loisirs reprises ci-dessus
- **Dit** que ces modalités d'inscription s'appliqueront pour l'ALSH de Juillet 2023 ainsi que ceux à venir.

INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :

➤ **Monsieur Julien LEONARD**

Achat tente camping ALSH :

Monsieur le Maire présente un devis de l'entreprise INTEROUGE pour l'achat d'une tente de 5x8 mètres qui serait réservée à l'ALSH notamment lors des campings. Les membres du Conseil Municipal valident le devis qui s'élève à 1 550,00 euros TTC.

➤ **Monsieur Aldo MURA**

Dalle béton : Monsieur Aldo MURA informe les élus que la dalle béton sous l'Espace Polyvalent a été réalisée ce jour. Le matériel appartenant au Centre de Loisirs ainsi qu'à l'école maternelle (vélos, draisiniennes, etc...) pourra y être stocké.

Coin des mamans : Le branchement électrique du portail au Coin des Mamans a été effectué par l'Entreprise GONZELEC.

➤ **Monsieur Sébastien DESSOLLE**

Fête de la musique : Monsieur Sébastien DESSOLLE se dit surpris d'apprendre qu'il ne pourra disposer de la scène pour la fête de la musique alors qu'il y avait eu un accord verbal. Il se voit contraint de chercher rapidement une solution pour pouvoir donner son concert.

Fête de l'Ascension : Monsieur Sébastien DESSOLLE dit avoir appris récemment la venue d'un groupe pour une animation le jour de l'Ascension, et ce pour un coût de 800,00 euros. Il trouve cette décision bien regrettable alors

qu'il avait proposé lors de la réunion en novembre, en présence des représentants des associations, d'organiser une animation avec l'Association Lign'Danse.

➤ **Monsieur Pascal FOULON**

Antenne Relais : Monsieur Pascal FOULON souhaite connaître la date à laquelle va être diffusé le questionnaire auprès des habitants afin d'y recueillir leur avis sur la pose des antennes de radiotéléphonie.
Monsieur le Maire lui répond qu'il est prévu qu'un avis consultatif se fasse sous forme de questionnaire par le biais du prochain Ligny Info qui sera distribué fin mai.

➤ **Madame Annie TAISNE**

Visite touristique de Fontaine-au-Pire : Madame Annie TAISNE informe les élus qu'elle a participé à une visite touristique de la commune de Fontaine-au-Pire présentée par un guide de l'office de tourisme de Cambrai. Elle souhaiterait que cette initiative se fasse également dans notre village.

➤ **Madame Peggy HEGO**

Charte de coopération : Madame Peggy HEGO revient sur la charte de coopération entre le Centre Social et la commune de Ligny. Elle trouve cette charte trop abstraite et la liste, des ressources pouvant être mutualisées, pas suffisamment exhaustive.
Elle insiste sur le fait qu'il faudrait cibler davantage les adolescents, développer une dynamique et travailler sur une force d'encadrement.

L'ordre du jour étant épuisé et les questions diverses débattues, la séance est levée à 22 heures 40

Le Maire,
Julien LEONARD

Le secrétaire de séance,
Pascal FOULON